

25/35/25, #5, 264



BANGSA ADAT ALIFURU

L'Instance permanente de l'ONU sur les Questions autochtones

Quatrième Session

Siège des Nations Unies

New York, N.Y.

16-27 mai 2005

Article 4 (a) à l'ordre du jour :

Les Droits de l'homme, avec un accent particulier sur le dialogue interactif avec le Rapporteur Spécial de la Commission des Droits de l'Homme sur la situation des droits de l'homme et des libertés des peuples autochtones.

Présenté par : *Pelpina Sahureka*

Chère Madame la Présidente,

Comme je prends la parole aujourd'hui pour la première fois, permettez-moi de vous féliciter, ainsi que tous les participants qui ont été élus et réélus à l'Instance permanente.

J'ai l'honneur et le privilège de vous transmettre, et de transmettre par votre intermédiaire à l'Instance permanente, l'appréciation et la gratitude la plus profonde de mon peuple Maluku pour avoir réussi à faire échouer l'année dernière le génocide complété par l'armée indonésienne et les forces du Jihad à l'encontre des Maluku.

Le fait que la demande d'aide que nous avons faite en mai 2004 à l'Instance permanente ait été comprise et dûment prise en considération, ainsi que la position courageuse de l'ex-président M. Ole Henrik Magga et de notre Représentant pour le Pacifique Millilani Trask, a été essentielle et nous a sauvé la vie. Nous devons également remercier tout particulièrement l'ensemble des représentants du gouvernement et des Nations Unies, les ONG et les institutions spécialisées qui par leur diplomatie discrète, ont énormément contribué à la prévention d'un massacre sur une grande échelle à Maluku par les troupes indonésiennes.

Madame la Présidente,

La situation actuelle à Maluku continue à être alarmante, car de la menace de notre extinction en tant que peuple existe toujours et si elle est aujourd'hui plus subtile, elle n'en est pas moins dangereuse pour autant : l'armée indonésienne continue à arriver à Maluku. Le Jihad Laskar indonésien, qui était censé s'être

dissout en octobre 2003, a soudain réactivé son site Web en février dernier et réaffirmé son Jihad (guerre sainte) à l'encontre des Maluku.

Ces troupes Jihad indonésiennes sont principalement responsables des infractions aux droits de l'homme, des crimes, crimes de guerre, et crimes contre l'humanité commis à Maluku. Les auteurs courent toujours et jouissent jusqu'à maintenant d'une impunité totale.

Mais notre population continue à être arrêtée, emprisonnée pendant des années, interrogée, et torturée pour le seul fait de hisser le drapeau aux quatre couleurs de Maluku. Les jeunes filles autochtones sont enlevées à leurs parents. Jusqu'à présent, nous ignorons où elles se trouvent. Il est interdit aux parents de porter plainte.

La politique indonésienne d'émigration mise en place dans les années 60 progresse actuellement avec rapidité : des milliers d'habitants de l'île indonésienne surpeuplée de Java sont venus s'installer sur nos îles, sur la terre de nos ancêtres. Des milliers d'acres de forêt tropicale sont détruits. Le système écologique a été fortement perturbé lorsque les nouveaux colons ont tenté de transformer en plantations de riz moderne les moyens de subsistance durables qui sont les nôtres depuis des siècles. Nos valeurs traditionnelles sont menacées, particulièrement du fait que le système javanais de gouvernance que l'on impose à Maluku et il est probable qu'un colon javanais soit maintenant nommé Chef de district des territoires autochtones. Les entreprises multinationales bénéficient de l'appui et de la protection des soldats indonésiens. Notre flore et notre faune ont été saccagées de façon spectaculaire. Et l'exploitation de nos ressources naturelles superficielles et souterraines et celles de nos océans continue toujours.

En effet, la terre représente la vie pour tous les peuples autochtones. Et ceci est certainement le cas pour les Alifuru de Maluku.

Si le colonialisme est un mal, le néo-colonialisme dans toutes ses formes et manifestations doit être également éliminé et les droits inaltérables de tous les peuples à l'autodétermination doivent être garantis, la terre ancestrale doit être rendue à ses propriétaires légitimes, les valeurs traditionnelles et les dimensions culturelles restaurées.

En dernier lieu, je voudrais ajouter que nous sanctionnons pleinement le 2^{ème} Atelier de consultations de l'Assemblée générale du Pacifique sur les Questions autochtones qui s'est tenu à Brisbane du 26 au 29 avril 2005.

Nous soumettons les recommandations suivantes :

Nous appelons d'urgence cette Instance permanente à soutenir la position de son prédécesseur, telle qu'elle a été qu'enregistrée officiellement, à continuer à surveiller étroitement la situation in Maluku et à continuer à conseiller vivement à l'ensemble du système des Nations Unies, y compris les organes concernés, à agir de façon appropriée ;

Désigner un rapporteur afin d'entreprendre une étude sur les pratiques génocidaires et ethnocidaires perpétrées envers les peuples autochtones, y compris les questions d'impunité et de pleine responsabilité des auteurs des infractions aux droits de l'homme, crimes, crimes de guerre et crimes contre l'humanité,

Dresser un bilan détaillé des enlèvements de jeunes garçons et du trafic de jeunes filles. On interdit aux parents de déposer une plainte officielle sous la menace de coups et de punitions par la police indonésienne ;

Condamner les troupes indonésiennes du Jihad Laskar qui opèrent encore à Maluku, officiellement ou non ;

Garder un oeil attentif sur la situation de guerre à Maluku et sur les autres situations de conflit qui touchent les autres parties du monde.

Enfin, nous demandons vivement au gouvernement hollandais de ne pas vendre à l'Indonésie des vaisseaux de guerre et/ ou autres matériaux de guerre, car que le passé a déjà démontré que ces matériaux de guerre lourds ont été utilisés à l'encontre des populations innocentes Aceh, de la Papouasie de l'Ouest et Maluku.

Je vous remercie de votre attention.